

VINGTIÈME ASSEMBLÉE MONDIALE
DE LA SANTÉ

Point 3.19 de l'ordre du jour
provisoire



A20/AFL/5
23 mars 1967

ORIGINAL : ANGLAIS

PROGRAMME COMMUN FAO/OMS SUR LES NORMES ALIMENTAIRES :
AMENDEMENTS AUX STATUTS DE LA COMMISSION
DU CODEX ALIMENTARIUS

Le Directeur général a l'honneur de présenter à la Vingtième Assemblée mondiale de la Santé le rapport qu'il avait soumis à la trente-neuvième session du Conseil exécutif au sujet du programme commun FAO/OMS sur les normes alimentaires.¹ Ce rapport concerne les amendements aux statuts de la Commission du Codex alimentarius.

Lors de cette même trente-neuvième session, le Conseil exécutif a adopté la résolution EB39.R31 reproduite ci-après sur laquelle est appelée l'attention de l'Assemblée, car elle contient une résolution que le Conseil recommande à l'Assemblée d'adopter :

Le Conseil exécutif,

Ayant examiné le rapport du Directeur général concernant le programme commun FAO/OMS sur les normes alimentaires et les amendements aux statuts de la Commission du Codex alimentarius,

RECOMMANDE à la Vingtième Assemblée mondiale de la Santé d'adopter la résolution suivante :

"La Vingtième Assemblée mondiale de la Santé,

Ayant examiné le rapport présenté par le Directeur général, à la trente-neuvième session du Conseil exécutif, au sujet du programme commun FAO/OMS sur les normes alimentaires et des amendements aux statuts de la Commission du Codex alimentarius,

APPROUVE les amendements aux statuts de la Commission du Codex alimentarius adoptés par le Conseil de la FAO à sa quarante-septième session."

¹ Document EB39/22 (annexé).

CONSEIL EXECUTIF

EB39/22

Trente-neuvième session

17 janvier 1967

Point 1 de l'ordre du jour
supplémentaire

ORIGINAL : ANGLAIS

PROGRAMME COMMUN FAO/OMS SUR LES NORMES ALIMENTAIRES

AMENDEMENTS AUX STATUTS DE LA COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS

1. La Commission du Codex Alimentarius a été instituée par la Résolution No 12/61 de la Onzième session de la Conférence de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture, laquelle a également arrêté les statuts de cette Commission. En ce qui concerne l'Organisation mondiale de la Santé, la Seizième Assemblée mondiale de la Santé a approuvé l'établissement de la Commission du Codex Alimentarius et adopté les statuts de la Commission¹ (résolution WHA16.42),² lesquels ont par la suite été modifiés par la Conférence de la FAO à sa Douzième session et par la Dix-Septième Assemblée mondiale de la Santé (résolution WHA17.44).²

2. La Conférence de la FAO à sa Treizième session et la Dix-Huitième Assemblée mondiale de la Santé (résolution WHA18.6)² ont approuvé l'intégration du Programme commun FAO/OMS sur les normes alimentaires dans les programmes de travail et dans les budgets ordinaires de la FAO et de l'OMS à compter de l'exercice financier 1966. Pour donner effet à ces décisions et tenir compte de la nouvelle méthode de financement adoptée, il a fallu modifier le libellé des articles 8 et 9 des Statuts concernant le fonctionnement d'un fonds spécial de dépôt pour le financement du programme.

3. En conséquence, le Conseil de la FAO, à sa Quarante-septième session (octobre 1966), a été saisi de propositions d'amendements aux Statuts de la Commission du Codex Alimentarius figurant dans le document de la FAO CL 47/25 du 5 octobre 1966, reproduit en Appendice I au présent document. On notera que le document en question contient, outre des projets d'amendement aux articles concernant le financement du programme, de nouvelles propositions tendant à insérer une disposition supplémentaire

¹ Actes off. Org. mond. Santé, 124, p.74.

² Recueil des résolutions et décisions, huitième édition, page 88.

à l'article I et à ajouter un nouvel article VI aux Statuts de la Commission. Les raisons de ces additions sont exposées dans ce document. Les délibérations auxquelles le Conseil de la FAO a procédé sont exposées de façon complète dans l'Appendice II au présent document qui reproduit un extrait du document de la FAO CL 47/PV-17, premier projet, 27 octobre 1966.

4. Le texte des Statuts révisés de la Commission du Codex Alimentarius, tel qu'il a été adopté par le Conseil de la FAO à sa Quarante-septième session, est contenu dans le document de la FAO Alinorm 66/30, Appendice I, qui est reproduit en Appendice III au présent document. Etant donné la décision prise par le Conseil de la FAO, le Conseil exécutif voudra sans doute recommander à la Vingtième Assemblée mondiale de la Santé qu'elle approuve les amendements aux Statuts de la Commission du Codex Alimentarius reproduits en Appendice III.

| | | |
|----------------|------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------|
| COUNCIL | FOOD AND AGRICULTURE ORGANIZATION OF THE UNITED NATIONS | CL 47/25 5 octobre 1966 |
| CONSEIL | ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE | |
| CONSEJO | ORGANIZACION DE LAS NACIONES UNIDAS PARA LA AGRICULTURA Y LA ALIMENTACION | |

Point 21 de l'ordre
du jour provisoire

Quarante-septième session

Rome, 17 octobre 1966

PROGRAMME MIXTE FAO/OMS SUR LES NORMES ALIMENTAIRES

AMENDEMENTS AUX STATUTS DE LA COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS

Généralités

1. La Commission mixte FAO/OMS du Codex Alimentarius a été établie en vertu de l'Article VI de l'Acte constitutif de la FAO par Résolution N° 12/61 de la onzième session de la Conférence. Les statuts de la Commission ont été élaborés par la Conférence à sa onzième session et amendés à la session suivante.

Justification des amendements aux statuts

Article 1.

2. En conséquence de l'expérience pratique acquise par la Commission du Codex Alimentarius au cours des trois dernières années et des Principes généraux du Codex Alimentarius qu'elle a adoptés pour guider ses travaux d'élaboration du Codex, il devient souhaitable d'élargir l'Article 1 afin d'énoncer explicitement les objectifs de la Commission et de tenir compte en outre de la distinction qui a été établie dans son Règlement intérieur entre normes régionales et normes mondiales.

Article 6

3. En vertu de l'Article 6 de ses Statuts, la Commission a créé, en tant qu'organe subsidiaire, un Comité exécutif représentatif de toutes les principales régions du monde et faisant fonction d'organe exécutif entre les sessions de la Commission. Vu l'importance que le Comité exécutif a acquise durant la période initiale d'activité de la Commission, il semblerait opportun d'insérer dans les Statuts un article le concernant. Il est donc proposé d'adopter un nouvel Article 6, (l'ancien Article 6 étant renuméroté 7 dans les Statuts).

Articles 8 et 9

4. La Conférence de la FAO (treizième session) et l'Assemblée mondiale de la Santé (dix-huitième session) ont décidé d'incorporer le programme sur les normes alimentaires

(Commission du Codex Alimentarius) dans les programmes de travail et budget ordinaires de la FAO et de l'OMS à partir du 1er janvier 1966. Par suite de ces décisions des organes directeurs des deux Organisations, les anciens Articles 8 et 9 des Statuts de la Commission, qui traitent de la gestion d'un fonds de dépôt spécial destiné au financement du programme sur les normes alimentaires, doivent être supprimés. Les nouveaux Articles 9 et 10, destinés à remplacer les anciens Articles 8 et 9 reflètent le changement de procédure financière découlant du fait que les activités seront désormais inscrites dans les programmes de travail et budget ordinaires des deux organisations.

Amendements proposés

5. Pour la commodité des membres du Conseil, le texte complet des Statuts de la Commission du Codex Alimentarius, y compris les amendements proposés, est reproduit ci-après. Les mots à supprimer dans les Statuts figurent entre crochets et les mots à joindre sont soulignés. Ces amendements aux Statuts entraîneront par voie de conséquence des amendements au Règlement intérieur de la Commission du Codex Alimentarius. Les Statuts révisés seront portés à l'attention de la Commission du Codex Alimentarius lors de sa quatrième session (7-14 novembre 1966), époque à laquelle le Règlement intérieur de la Commission sera amendé pour tenir compte des changements qui auront été apportés aux Statuts.

STATUTS DE LA COMMISSION

DU CODEX ALIMENTARIUS

Article premier : La Commission du Codex Alimentarius est chargée, sous réserve des dispositions de l'Article 5 des présents statuts, d'adresser des propositions aux Directeurs généraux de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) et de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et sera consultée par eux en ce qui concerne toutes les mesures à prendre pour questions intéressant la mise en oeuvre du Programme mixte FAO/OMS sur les normes alimentaires, à savoir :

- a) protéger la santé des consommateurs et assurer des pratiques loyales dans le commerce alimentaire;
- [a] b) promouvoir la coordination de tous les travaux en matière de normes alimentaires entrepris par des organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales;
- [b] c) établir un ordre de priorité et prendre l'initiative et la conduite du travail de préparation des projets de normes, par l'intermédiaire des organisations compétentes et avec leur aide;
- [c] d) mettre au point les normes préparées comme il est dit au paragraphe [b] c) et, après leur acceptation par les gouvernements, les publier dans un Codex Alimentarius [*] soit comme normes régionales soit comme normes mondiales, ensemble avec les normes alimentaires déjà mises au point par d'autres organismes comme il est dit au paragraphe [a] b), chaque fois que cela sera possible;
- [d] e) après une étude pertinente modifier les normes déjà publiées, à la lumière de la situation.

Article 2 : La Commission est ouverte à tous les Etats Membres et Membres associés de la FAO et de l'OMS intéressés aux normes alimentaires internationales. La Commission se compose de ceux de ces Etats qui ont notifié au Directeur général de la FAO ou de l'OMS leur désir d'en faire partie.

Article 3 : Tout Etat Membre ou Membre associé de la FAO ou de l'OMS qui, sans faire partie de la Commission, s'intéresse spécialement à ses travaux peut, sur demande adressée au Directeur général de la FAO ou de l'OMS, selon le cas assister, en qualité d'observateur, aux sessions de la Commission et de ses propres organes subsidiaires ainsi qu'aux réunions ad hoc.

[*] Afin d'accélérer le travail et de tenir compte de l'intégration rapide du marché européen, l'acceptation de toute norme par les gouvernements européens sera, pendant une période initiale de 4 ans, la condition nécessaire et suffisante de sa publication dans le Codex Alimentarius.

Article 4 : Les Etats qui ne sont ni Membres ni Membres associés de la FAO ou de l'OMS mais qui font partie des Nations Unies peuvent, sur leur demande, être invités à assister en qualité d'observateur aux réunions de la Commission conformément aux dispositions de ces organisations en ce qui concerne l'octroi du statut d'observateur à des Etats.

Article 5 : La Commission fait rapport et adresse des recommandations à la Conférence de la FAO et à l'autorité appropriée de l'OMS par l'intermédiaire des Directeurs généraux des Organisations respectives, étant entendu que des exemplaires de ses rapports, y compris, le cas échéant, les conclusions et recommandations, sont communiqués, dès qu'ils sont prêts, à titre d'information, aux gouvernements des Etats Membres et aux Organisations internationales intéressées.

Article 6 : La Commission établit un Comité exécutif au sein duquel sont représentées toutes les régions du monde. Dans l'intervalle des sessions, le Comité exécutif fait fonction d'organe exécutif de la Commission.

Article 7 (ancien Article 6) : La Commission peut créer tels organes subsidiaires qu'elle juge nécessaire dans l'accomplissement de ses travaux, sous réserve de la disponibilité des fonds nécessaires.

Article 8 (ancien Article 7) : La Commission peut adopter et amender son propre Règlement intérieur, qui entre en vigueur dès qu'il a été approuvé par les Directeurs généraux de la FAO et de l'OMS sous réserve des dispositions de ces organisations en matière de confirmation.

Article 8 : Les dépenses afférentes au fonctionnement de la Commission et aux membres des secrétariats de la FAO et de l'OMS chargés directement de travailler auprès d'elle seront couvertes par un Fonds de dépôt géré par la FAO pour les deux organisations conformément au Règlement financier. Les contributions des pays participants au Fonds de dépôt seront acceptées uniquement par l'intermédiaire ou avec l'approbation du gouvernement intéressé. A la fin de chaque exercice toute somme non utilisée pourra être remboursée au donateur ou reportée sur l'exercice suivant.]

Article 9 (remplace l'ancien Article 8) : Les dépenses afférentes au fonctionnement de la Commission et de ses organes subsidiaires autres que ceux dont un Membre a accepté la présidence figurent au budget du programme mixte FAO/OMS sur les normes alimentaires, qui est administré par la FAO au nom des deux organisations conformément au Règlement financier de la FAO. Les Directeurs généraux de la FAO et de l'OMS déterminent conjointement la portion des coûts du programme respectivement à la charge de chaque organisation et préparent en conséquence des prévisions annuelles de dépenses à inscrire dans les budgets ordinaires des deux organisations et à soumettre à l'approbation des organes directeurs appropriés.

Article 9 : Tous les frais occasionnés par les travaux préparatoires sur les projets de normes entrepris par les gouvernements participants, soit indépendamment, soit sur recommandation de la Commission, seront couverts par lesdits gouvernements. Toutefois, avant que les gouvernements participants ne mettent en route ces travaux préparatoires, la Commission peut décider qu'elle acceptera de considérer comme faisant partie de ses frais d'opération telle part, qu'elle aura fixée, des frais afférents aux travaux effectués par des Etats Membres pour le compte de la Commission.]

Article 10 (remplace l'ancien article 9) : Tous les frais (y compris ceux qui ont trait aux réunions, aux documents et à l'interprétation) occasionnés par les travaux préparatoires sur les projets de normes entrepris par des Membres de la Commission, soit indépendamment, soit sur recommandation de la Commission, sont couverts par les gouvernements intéressés. Toutefois, dans le cadre des prévisions budgétaires approuvées, la Commission peut recommander qu'une part spécifiée du coût des travaux préparatoires entrepris par un gouvernement pour le compte de la Commission soit reconnue comme dépense d'opérations de la Commission.

EXCERPT FROM FAO DOCUMENT CL 47/PV - 17 FIRST DRAFT 27 OCTOBER 1966

EXTRAIT DU DOCUMENT CL 47/PV-17 PREMIER PROJET 27 OCTOBRE 1966

Seventeenth Plenary Meeting

Dix-Septième Séance Plénière

- (c) Amendments to Statutes of FAO/WHO World Food Standards Program (Codex Alimentarius)
- (c) Amendments aux Statuts du Programme FAO/OMS sur les normes alimentaires (Codex Alimentarius)
- (c) Enmiendas a los Estatutos del Programa Conjunto FAO/OMS sobre Normas Alimentarias (Codex Alimentarius)

Mr. KERMODE (FAO Staff): Members of the Council have document CL 47/25 which contains the proposed amendments to the Statutes of the Codex Alimentarius Commission. The Council will recall that this body was established in 1961 by the FAO Conference and subsequently approved by the World Health Assembly. The Commission has held three sessions and during this period has developed general principles to guide its work and also a formal procedure for the elaboration of standards.

At the last FAO Conference and the last World Health Assembly it was decided that the Food Standards Program and the activities of the Codex Alimentarius Commission should be incorporated in the Regular Programs of Work and Budgets of both Organizations from the beginning of 1966. As a result of these decisions, certain consequential amendments are now necessary to the Statutes and further amendments will be required in the Rules of Procedure of the Codex Alimentarius Commission. Yesterday Mr. St. Pol explained that there was some urgency about the changes in the Statutes because we must give de jure recognition to a de facto situation.

On pages 3 and 4 of this document are set out the Statutes as presently in operation. The amendments are given as follows: those words in square brackets are to be deleted and those words which have been underlined are to be added.

Taking Article 1, as a result of the establishment of general principles to guide the Codex Alimentarius Commission it is necessary to introduce paragraph (a). This is a new text, which clarifies the objectives and aims of the Commission.

A further modification is made under paragraph (d) and this, again, is to give de jure recognition to a de facto situation, in that the Commission has established a formal procedure for the elaboration of standards, to enable governments to have ample opportunity to comment on draft texts. It has also been recognized that there will, of necessity, be some standards which will be regional and others which will be worldwide. A further amendment in paragraph (d) concerns the footnote. This footnote was introduced in the Statutes in 1961, and it has now been assumed that, because it was to apply for an initial period of four years, the footnote should now lapse, and be removed from the Statutes.

Turning to page 4, a new Article 6 has been introduced in the Statutes. Under the existing Article 6 the Commission may establish subsidiary bodies. One body which has been established has been an Executive Committee, to carry out functions of the Commission between sessions. It is to some extent a policy-making body and deals with problems as they arise during the course of the year. It is a body which is gaining very considerable importance in the working of the Commission and it is representative of the main areas of the world. There are specific rules in the Rules of Procedure of the Commission regulating the activities of the Executive Committee, and it is now thought that special mention should be made in the Statutes.

The existing Article 8 and 9 relate to the method of financing the Codex Alimentarius Commission activities in earlier years. These were dependent upon voluntary contributions to a Trust Fund. As a result of the decisions of the Conference and the World Health Assembly it has been necessary to delete these Articles and substitute new ones as Article 9 and 10. These are in conformity with the requirements of the governing bodies of both Organizations. They place firmly under the control of the governing bodies the financial administration of this program. The texts have been cleared by the Divisions in both Organizations responsible for the administration of finance, and by the legal offices.

The whole of these texts have the agreement of the World Health Organization and, should the Council adopt the amendments, they will be brought before the Codex Alimentarius Commission which meets on 7 November. The Commission will proceed with revision of its Rules of Procedure consequent upon these changes in the Statutes, and the revised texts of the Statutes and the Rules of Procedure will go through the normal constitutional arrangements of WHO and of this house.

- Mr. WOODS (New Zealand): I am looking at the proposed new Article 6 of the Statutes of the Codex Alimentarius Commission and wondering why in this Article the words "in which all areas of the world shall be represented" have been used rather than the accepted terminology of "regions", which I believe explains exactly what is intended here but which is more in keeping with the definitions recognized in FAO. Perhaps we could have some clarification of the reason for the choice of those words.
- M. WEILL (France): M. Kermode a présenté très clairement et avec la compétence que nous lui connaissons, le document soumis à notre discussion. Je dois dire que, dans l'ensemble, la délégation française a souscrit aux amendements qui nous sont proposés et qui améliorent, à nos yeux, le texte actuel des statuts. J'ai cependant quelques remarques à faire, qui sont des remarques, je dirai, à la frontière de la forme et du fond.

Dans le texte français - je crois que le texte anglais s'exprime de la même façon - je pense qu'il est impropre de dire que "la Commission du Codex Alimentarius est chargée, sous réserve des dispositions de l'Article V, ...". Je crois qu'il faudrait dire: "... dans les conditions prévues à l'Article V des présents statuts..."

L'Article premier est un article très général, mais il y a une différence dans le texte même du premier alinéa, qui a trait aux responsabilités de la Commission, une différence de nature entre ce premier alinéa et l'énumération qui suit après de a) à e) "...et sera consultée par eux en ce qui concerne toutes les questions intéressant la mise en oeuvre du programme mixte FAO/OMS sur les normes alimentaires à savoir ..." Il y a là quelque chose qui ne suit pas bien. Je crois qu'il faudrait au moins que nous disions "dont l'objet est de ..." car véritablement il s'agit de l'objet.

Je signale cela pour que les services, aussi bien de M. Kermodé que du Conseiller juridique, puissent, nous l'espérons, tenir compte de cette remarque.

A l'Article premier e), il y a un terme qui tend à être consacré par l'usage, mais qui, vraiment est mauvais, c'est "l'étude pertinente". Je demande au Secrétariat de vouloir bien substituer à "pertinente" un mot comme "appropriée".

J'en viens maintenant à l'Article 6 auquel vient de faire allusion le délégué de la Nouvelle-Zélande. Cet Article 6 constitue certainement une amélioration en ce sens qu'il permet à la Commission de faire appel au Comité exécutif dont l'existence légale n'était pas toujours formellement établie; mais je crois que la terminologie aurait intérêt à être revue. Pour l'information du Conseil, je pourrais peut-être rappeler que la Commission du Codex Alimentarius compte une représentation extrêmement inégale des différentes régions du monde. C'est ainsi que pour l'Amérique latine un seul pays a participé aux travaux de cette Commission, ce qui est regrettable, et ce pays était Cuba. La Commission a pris l'habitude d'assurer une représentation des différentes régions du monde dans le Comité exécutif et dans ces conditions nous avons eu le plaisir de voir au Comité exécutif le représentant de Cuba, qui était une dame très compétente, docteur en médecine, et nous avons été très heureux de la voir participer à ces travaux. Cependant, je crois que, de ce fait, nous avons eu une représentation de la région, mais nous n'avons pas eu forcément une représentation adéquate de l'ensemble des différentes régions et, dans ces conditions, Monsieur le Président, peut-être avant que vous ne répondiez à la question de la Nouvelle Zélande, pourrais-je suggérer qu'à l'Article 6 nous modifiions la rédaction actuelle pour dire que "la Commission établit un Comité exécutif dont la composition assure la représentation adéquate des différentes régions du monde auxquelles appartiennent ses membres".

Car ce n'est pas un problème théorique, il s'agit de savoir quels sont les pays qui s'intéressent effectivement aux travaux de la Commission. C'est pourquoi, malgré le caractère parfois contestable de l'adjectif "adéquate" - et nous allons peut-être avoir d'autres débats sur le caractère adéquat de la représentation des régions - je crois qu'il nous faudrait qualifier le terme de la représentation de toutes les régions du monde.

Voilà les quelques observations que la délégation française voulait présenter sur ce document qui nous paraît constituer une heureuse amélioration des statuts antérieurs de la Commission, notamment avec le paragraphe a) qui définit, à l'Article premier, avec une netteté qui nous faisait jusqu'à ce jour défaut, l'objectif de la Commission qui est à la fois de protéger la santé des consommateurs et d'assurer des pratiques loyales dans le commerce alimentaire.

Mr. LANDYMORE (United Kingdom): The United Kingdom delegation is able to accept the amendments proposed in the document before us. At the same time we have some comments to make on the procedure adopted in bringing this matter before our Council, which has caused us a certain amount of puzzlement and concern. I can best put the point which I am raising in the form of some questions. We wish to know why it was that the amendments as presented were not submitted, first of all, to the Codex Commission itself. I think Mr. Kermodé has already partially answered that, but I should like to put this question formally.

Secondly, if it is that there are good reasons why the proposal should not have gone forward for preliminary study by the Codex Commission itself, why should not the Executive Committee have been consulted? I notice that in the main part of the document before us (CL 47/25) it is stated in paragraph 3:

"the Codex Alimentarius Commission has established as a subsidiary body of the Commission an Executive Committee", etc.

I read this as meaning that the Executive Committee exists, and therefore it would seem to us that, in a matter of this nature, it would have been possible and desirable to have consulted the Executive Committee, if not at a meeting of that Committee, at least in writing. It seems to me that that type of procedure would have had two advantages. The first is that we are, of course, dealing with an essentially mixed body in the interests of two specialized agencies, not to speak of the governments concerned. This is what the Executive Committee is supposed to exist for: as a kind of bridge.

Secondly, we have already had from the delegates of New Zealand and France this morning certain suggestions which I should have thought could more easily have been dealt with in that Executive Committee than by having them on the table at this particular Council. I must admit that our attitude is one of puzzlement rather than positive criticism. For that reason I should like to have my observations dealt with in the form of questions, as I suggested. If the explanation is satisfactory, then we shall of course gladly accept it. If, on the other hand, it is not satisfactory, I should like the position of my delegation, in regard to consultation through the channels I have mentioned, to be put on record in our report.

Mr. SCHARMER (Germany): My delegation is also in favor of the new statutes before us here. We wish to make only a small point on the wording of Article 1(a). It is said there that the aim of this body would be to protect "the health of the consumers". This wording is perhaps a little too ambitious for the work of such a very specialized body.

We propose a change of wording to read: "Protecting the health of the consumers from unfair practices in the food trade". We feel this wording would perhaps be a little more to the point.

We have another minor point with regard to Article 7 which states: "The Commission may establish such subsidiary bodies" etc. It has already been said in Article 7 that the Commission shall establish an Executive Committee. If I am correct, this is already a subsidiary body, and therefore we should insert, in Article 7, after the words "establish such" the word "other": so that it reads "establish such other subsidiary bodies".

Mr. KUPMODE (FAO Staff): Regarding the question raised by the delegate of New Zealand, the terminology of this Article and its equivalent Rule of Procedure - that is Article 6 - has raised fairly serious difficulties over the last few years. If we strictly adopt the FAO terminology of regions, confusion then arises in the case of the WHO, because the regions in that Organization have different boundaries from those in FAO. That is why this general expression of the main areas of the world has been adopted. This has been given a very precise definition in the Rules of Procedure of the Commission, and again the term "geographical locations" has been used in the Rules. These locations are: Africa, Asia, Europe, Latin America, North America, and there is to be a change from Australasia to the terminology South-West Pacific.

The composition of this Executive Committee was discussed at very great length in 1963 and has been repeatedly considered. The basic problem is how to give adequate representation to these regions and, at the same time, constitute a relatively small and effective Executive Committee.

In addition to these regional representatives, the other members of the Executive Committee are the three Vice-Chairmen of the Commission and the Chairman; and there are provisions in the Rules of Procedure which preclude countries which have a position of office such as Chairman or Vice-Chairman, from holding a regional representation seat on the Executive Committee. This composition has been drawn up as fairly as possible. It was drawn up by the Codex Commission after full discussion. It is not always satisfactory. We have difficulty, on occasion, through delegates being able to attend meetings. On other occasions we have requests from some regions which feel they are under-represented. It is a matter which the Commission keeps under very close observation.

The delegate of France raised some points concerning Article 1. The reference in Article 1 that the Codex "Commission shall, subject to Article 5 below" is something which was approved by the FAO Conference and by the World Health Assembly. We are not today suggesting any changes in that text. The phrasing "matters pertaining to the implementation" was a choice of words agreed upon by the two Organizations. It might be improved upon, and certainly the suggestion of the delegate of France is stylistically a considerable improvement. I think he suggested: "all matters concerning the Joint Food Standards Program" etc.

With reference to Article 1(e), again the situation is that this was a text which had previously been approved by the FAO Conference, and the Secretariat had no wish to try to improve upon earlier decisions of the Conference.

The United Kingdom delegate has raised an important procedural point. The situation is that the Codex Commission is a subsidiary body of FAO and WHO. Therefore, responsibility for the drawing up of statutes rests fairly and squarely with the Governing Bodies of both organizations. There was considerable discussion at the last meeting of the Executive Committee concerning revision of the Rules of Procedure of the Commission, and substantially the text of these Rules was agreed upon.

The Secretariats of both Organizations have reflected the substantive wishes of the Executive Committee in these Articles 9 and 10. If time had permitted, it would have been administratively very convenient to consult the Executive Committee but, arising from its last meeting in June, and the fact that we have to clear these texts in both Organizations and be able to present them to the Council so that the Commission itself may also revise its Rules of Procedure next week, this text was precluded from being laid before the Executive Committee.

The delegate of the Federal Republic of Germany has raised a point concerning Article 1(a). I think the wording proposed was: "protecting the health of consumers from unfair practices in the food trade" - that was the substance. This does not bring out clearly the two aspects of the Commission's work. There is the health aspect; the protection of consumers from toxic ingredients in food or unhygienic foods; then there is the question of unfair trade practices and countries having different levels of ingredients in a food. This introduces an element of unfair competition. Then there are the practices of deceit and fraud against which the consumer must be protected but which may not be a health hazard. The wording in Article 1(a) reflects very accurately the general principles of the Codex Alimentarius Commission which state that these food standards aim at protecting consumers' health and ensuring fair practices in the food trade. We have tried to reflect these general principles faithfully.

With regard to Article 7, I believe the delegate of the Federal Republic of Germany is correct. We have now specifically mentioned the Executive Committee in Article 6 and therefore Article 7 should have a consequential amendment. In other words, it should read: "The Commission may establish such other subsidiary bodies as it deems necessary ...", and so on.

Mr. LANDYMORE (United Kingdom): I regret that I am not altogether satisfied with the explanation with regard to the procedural point. I believe my suggestion that it would have been possible to consult the Executive Committee - at least in writing - would have led to a more satisfactory way of dealing with this problem.

We have, at the moment, certain suggestions that have been put forward by this Council, and no doubt there may be suggestions coming forward from its counterpart body in WHO. If those suggestions are to be taken seriously, I do not see how any time is going to be saved in bringing them as an agreed matter to the Codex Alimentarius Commission itself.

I should like it to be recorded that the United Kingdom would have preferred some greater degree of consultation through the machinery of the Executive Committee, if necessary in writing, before this paper was brought to the attention of this Council.

Mr. WOODS (New Zealand): I am not clear at the moment where we stand regarding Article 6. Is it your intention, Mr. Chairman, to accept the amendment to this article which was proposed by the delegate of France, or is it remaining as it stands?

We would be quite happy to see it remaining as it stands if this word "areas" were changed to "regions". We are not altogether convinced that we are going to clear away confusion simply by adding to the existing two sets of terminology a third set of terminology relating to the geographical areas of the world. We certainly feel that since the Codex is being largely administered through FAO, it would be preferable to use FAO terminology as far as possible. We know that in the statutes reference is made to "regional or world-wide standards", and we feel because this word is used it should have some meaning. Therefore, we suggest it should be in the context of FAO terminology. If we were to use the word "region", which I understand would be a reasonable interpretation of the French word "région", we could clear this item up and leave the article as it stands.

Mr. MATHUR (India): In my opinion Article 6 should not be changed because the word "areas" is not used here in a definitive or specific sense; but in order to avoid the use of a term which would create confusion because of the different boundaries of the regions in the two bodies.

The fact that this Commission is being administered by FAO, does not detract from the situation in which both FAO and WHO are deeply involved. Therefore, it is better not to use a term which has acquired a special definition and meaning; whereas "areas" is, I think, used in a general way.

With regard to the point made by the delegate of the United Kingdom concerning the necessity for the examination of these amendments by the Executive Committee, it seems to me that hitherto the Executive Committee has been a more or less subsidiary body.

Henceforward, it will acquire such a position that it will be desirable, necessary, and also obligatory, for such amendments to be examined by it. I think - particularly as the Commission is meeting in the near future - that it would have been totally unnecessary to go to the Executive Committee. I understood from the Secretariat's explanation that in the Executive Committee the main concern was with the Rules, and it has already been indicated that, consequent upon the adoption of the amendments, the Executive Committee will go into that question.

The Secretariat's explanation conceded that there could be some improvement in sub-item (e) of Article 1, but because it was an old text they did not want to

interfere with it. That does not sound very convincing because we are interfering with the old text.

M. WEILL (France): M. Kermodé ayant répondu aux différentes observations qui ont été présentées, je voudrais dire qu'on ne peut pas tirer argument du fait que ces statuts ont été adoptés par la Conférence pour ne pas retenir les quelques amendements que la délégation française a présentés. Si la terminologie utilisée par la Conférence dans ces statuts était bonne, nous n'y toucherions pas.

En conséquence, je voudrais dire à M. Kermodé que cela ne doit pas nous empêcher, d'une part, d'apporter quelques améliorations au texte; d'autre part, en nous rappelant les difficultés que pose l'administration de la Commission, M. Kermodé a évoqué le problème de la représentation adéquate des différentes régions; c'est cette idée dont la délégation française a demandé l'insertion à l'Article 6.

D'après l'intervention de la délégation de la Nouvelle-Zélande et les explications que nous a données M. Kermodé, je comprends que le problème de la "région géographique" ou autre pose des difficultés. Nous n'avons pas d'opinion ferme à ce sujet. Si le terme de "zone géographique" paraît préférable au Conseil, nous n'y voyons pas d'inconvénient. Il nous semble en tout cas souhaitable qu'au moins dans le texte régissant le Comité exécutif la notion de représentation adéquate des différentes régions soit mentionnée et assurée.

Mr. KERMODE (FAO Staff): I should like to be sure about the proposal by the delegate of France concerning the revised wording of Article 6. May I take it that the terminology proposed "zone géographique" applies to the French text to ensure consistency between that and the other languages? I explained that in the Rules of Procedure of the Commission the terminology used is "geographic locations". The word "regions" has presented very serious difficulties because the WHO regions are very different to those in FAO, and quite a number of countries have become confused as to which region of the Codex Alimentarius Commission to the belong. Therefore, we have tried to set these matters out explicitly within the Rules of Procedure of the Commission.

To return to the point raised by the delegate of the United Kingdom, the Rules of Procedure which have been discussed with the Executive Committee reflect the decisions taken by the Governing Body. There was a very long discussion on this subject last June, and the Secretariat was instructed to draft rules of procedure which will go before the Executive Committee next week.

Before the Commission can modify or adopt its Rules of Procedure, it is absolutely essential that these Statutes be revised. The Statutes are the enabling powers of the Commission in that the precise details as to the work of the Commission are contained in these rules, and we feel that within the time-limit available we have undertaken as much consultation as was possible.

Mr. LANDYMORE (United Kingdom): In view of the remarks just made I am prepared to withdraw my request. Are we to understand that the amendments which have been suggested will be brought to the attention of the Executive Committee and then of the Commission? Will any decisions now taken by the Council on the proposed amendments be subject to the agreement of the Commission when it next meets?

LEGAL COUNSEL: I believe one question raised by the delegate of the United Kingdom remains unanswered. He asked whether, since the Codex Alimentarius Commission had been established by the Conference, the question of amendment also should not be submitted to the Conference? The point was also made that there might be some inconvenience or danger in postponement.

According to Article VI of the Constitution, the Conference or Council may establish commissions. The Council, therefore, had authority to establish a commission, and this Codex Alimentarius Commission could have been established by the Council instead of the Conference. Since the Council has authority to establish, it has also the authority to amend provisions.

As to the question of inconvenience arising from postponement, this is for consideration by the Conference, but I would draw attention to the provisions of Article 9. The Codex Alimentarius Commission is no longer operating on a trust fund but has been incorporated in the Regular Program of Work and Budget of the Organization. Article 9 reflects this situation:

"The operating expenses of the Commission and of its subsidiary bodies, other than those for which a Member has accepted chairmanship, shall be borne by the budget of the Joint FAO/WHO Food Standards Program which shall be administered by FAO on behalf of the two Organizations in accordance with the Financial Regulations of FAO."

It is urgent that this provision comes into force so that FAO is justified in operating under it, since FAO assumes responsibility for the financial management. In view of this, it would be desirable if this amendment could be adopted now and not deferred until the next session of the Conference.

Under the same Article, proposals regarding expenditure for the next biennium would be incorporated in the Regular Program of Work and Budget for the next biennium. It would be necessary for this provision to be enforced so that the Directors-General, when drawing up their programs of Work and Budget for the next biennium, can take into account the requirements of the Codex Alimentarius Commission and can operate under a legal provision.

As to whether these amendments should be subject to agreement by the Commission, I would point out that these are the Statutes of the Commission. The Commission has been created jointly by the Governing Bodies of FAO and of WHO who have determined the Statutes. These Governing Bodies may change these Statutes, and such modifications do not require the approval of the Commission itself.

- Mr. KERMODE (FAO Staff): As I recall the discussion, two formal amendments have been proposed. Perhaps the Legal Counsel can deal with the amendment proposed by the delegate of France.
- M. SAINT-POL (Conseiller juridique): Si j'ai bien compris, la proposition du représentant de la France était que la Commission établisse un comité exécutif dont la composition assurerait la représentation adéquate des différentes régions du monde et j'ai cru comprendre que M. Weill avait ajouté: "auxquelles appartiennent ces membres". C'est cet amendement que le représentant de la France a proposé au Conseil.
- M. WEILL (France): Je regrette de prolonger le débat, mais il me paraît indispensable que le Conseil se prononce, étant entendu que nous ne voyons aucun inconvénient à substituer dans le texte les termes "zones géographiques", si tel est le désir du Conseil, le reste de l'article serait inchangé.

LE PRESIDENT: Si personne ne demande plus la parole je pense que nous allons pouvoir tirer la conclusion de ce débat. Il me semble, d'une manière générale, que l'accord est fait sur le document, compte tenu bien entendu de la dernière partie du débat, c'est-à-dire l'amendement de la délégation française.

It was so decided
Il en est ainsi décidé
Así se acuerda

STATUTS DE LA COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS
comme ils ont été approuvés par la
47ème session du Conseil de la FAO

Article premier : La Commission du Codex Alimentarius est chargée, dans les conditions prévues à l'article 5 des présents statuts, d'adresser des propositions aux Directeurs généraux de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) et de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et sera consultée par eux en ce qui concerne toutes les questions intéressant la mise en oeuvre du programme mixte FAO/OMS sur les normes alimentaires dont l'objet est de :

- a) protéger la santé des consommateurs et assurer des pratiques loyales dans le commerce alimentaire;
- b) promouvoir la coordination de tous les travaux en matière de normes alimentaires entrepris par des organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales;
- c) établir un ordre de priorité et prendre l'initiative et la conduite du travail de préparation des projets de normes, par l'intermédiaire des organisations compétentes et avec leur aide;
- d) mettre au point les normes préparées comme il est dit au paragraphe c) et, après leur acceptation par les gouvernements, les publier dans un Codex Alimentarius soit comme normes régionales, soit comme normes mondiales, ensemble avec les normes alimentaires déjà mises au point par d'autres organismes, comme il est dit au paragraphe b), chaque fois que cela sera possible;
- e) après une étude appropriée, modifier les normes déjà publiées, à la lumière de la situation.

Article 2 : La Commission est ouverte à tous les Etats Membres et Membres associés de la FAO et de l'OMS intéressés aux normes alimentaires internationales. La Commission se compose de ceux de ces Etats qui ont notifié au Directeur général de la FAO ou de l'OMS leur désir d'en faire partie.

Article 3 : Tout Etat Membre ou Membre associé de la FAO ou de l'OMS qui, sans faire partie de la Commission, s'intéresse spécialement à ses travaux peut, sur demande adressée au Directeur général de la FAO ou de l'OMS, selon le cas, assister, en qualité d'observateur, aux sessions de la Commission et de ses propres organes subsidiaires, ainsi qu'aux réunions ad hoc.

Article 4 : Les Etats qui ne sont ni Membres, ni Membres associés de la FAO ou de l'OMS, mais qui font partie des Nations Unies, peuvent, sur leur demande, être invités à assister en qualité d'observateurs aux réunions de la Commission, conformément aux dispositions de ces organisations en ce qui concerne l'octroi du statut d'observateur à des Etats.

Article 5 : La Commission fait rapport et adresse des recommandations à la Conférence de la FAO et à l'autorité appropriée de l'OMS, par l'intermédiaire des Directeurs généraux des Organisations respectives, étant entendu que des exemplaires de ses rapports, y compris, le cas échéant, les conclusions et recommandations, sont communiqués, dès qu'ils sont prêts, à titre d'information, aux gouvernements des Etats Membres et aux Organisations internationales intéressées.

Article 6 : La Commission établira un comité exécutif dont la composition assure une représentation adéquate des différentes zones géographiques du monde auxquelles appartiennent les membres de la Commission. Dans l'interval- le des sessions, le comité exécutif fait fonction d'organe exécutif de la Commission.

Article 7 : La Commission peut créer tels autres organes subsidiaires qu'elle juge nécessaires dans l'accomplissement de ses travaux, sous réserve de la disponibilité des fonds nécessaires.

Article 8 : La Commission peut adopter et amender son propre règlement inté- rieur qui entre en vigueur dès qu'il a été approuvé par les Directeurs géné- raux de la FAO et de l'OMS, sous réserve des dispositions de ces organisa- tions en matière de confirmation.

Article 9 : Les dépenses afférentes au fonctionnement de la Commission et de ses organes subsidiaires autres que ceux dont un Membre a accepté la présidence figurent au budget du programme mixte FAO/OMS sur les normes alimentaires, qui est administré par la FAO au nom des deux Organisations, conformément au Règlement financier de la FAO. Les Directeurs généraux de la FAO et de l'OMS déterminent conjointement la portion des coûts du pro- gramme respectivement à la charge de chaque Organisation et préparent en conséquence des prévisions annuelles de dépenses à inscrire dans les budgets ordinaires des deux Organisations et à soumettre à l'approbation des organes directeurs appropriés.

Article 10 : Tous les frais (y compris ceux qui ont trait aux réunions, aux documents et à l'interprétation) occasionnés par les travaux préparatoires sur les projets de normes entrepris par des Membres de la Commission, soit indépendamment, soit sur recommandation de la Commission, sont couverts par les gouvernements intéressés. Toutefois, dans le cadre des prévisions bud- gétaires approuvées, la Commission peut recommander qu'une part spécifiée du coût des travaux préparatoires entrepris par un gouvernement pour le compte de la Commission soit reconnue comme dépense d'opérations de la Commission.